
Marchés Financiers

BOURSE AMERICAINE : Petite séance à Wall-Street, une partie des investisseurs étant absents pour cette journée semi-féerie de *Colombus Day*. Les indices boursiers américains ont terminé la journée en ordre dispersé. L'indice S&P 500 a fini quasiment au même niveau que vendredi, en baisse de 0,04% à 2 884. Les investisseurs restent nerveux avec des craintes de remontée des taux longs, même si la fermeture du marché obligataire n'a pas permis aux investisseurs de savoir si celle-ci va se poursuivre cette semaine. Les inquiétudes portent aussi sur la solidité de la croissance chinoise. L'annonce d'un assouplissement monétaire de la banque centrale de Chine a plus inquiété que rassuré les investisseurs. Les craintes que les tensions commerciales pèsent sur la croissance mondiale en ont été ravivées, alors que les investisseurs avaient « oublié » cette thématique après la signature des accords entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada. L'indice-phare de la bourse de New-York a nettement baissé dans la matinée, se rapprochant des 2 860 points, avant d'effacer ses pertes dans l'après-midi, grâce à un recul moins marqué des cours du pétrole et à une hausse des valeurs défensives. De son côté, le Dow Jones a progressé de 0,2% à 26 487 (+ 40 points). Mais le Nasdaq Composite a terminé dans le rouge, à 7 735 (- 53 points), en baisse de 0,7%. Sur les trois dernières séances, l'indice Nasdaq affiche une baisse cumulée de 3,6%. Le VIX a gagné 5,9% à 15,69. En hausse de 35% en trois séances, il est revenu au plus haut depuis début juillet. Les investisseurs ont privilégié les secteurs plus défensifs comme ceux des *utilities* (+ 0,8%), de l'immobilier (+ 1,3%) ou de la consommation non-cycliques (+ 1,3%). Par contre, le S&P technologies a reculé de 1,2% avec - 1,1% pour Microsoft ou 1,3% pour Cisco. Dans le secteur des services télécom, Alphabet a touché un plus bas de trois mois, avant de limiter ses pertes en fin de séance. L'action a, tout de même, perdu 1,0%.

Valeurs : Netflix (- 0,6%) a annoncé, juste avant la fin de la séance, son intention d'investir un milliard de dollars supplémentaires aux Etats-Unis et y créer 1 000 emplois supplémentaires par an dans les dix prochaines années. Facebook (- 0,1%) désire commercialiser des écrans connectés qui permettent de passer des appels vidéo via une caméra grand angle et dotée d'intelligence artificielle (IA). Le groupe chercherait à diversifier ses revenus et ne plus dépendre des seuls réseaux sociaux. Starbucks a gagné 1,4% après la nomination au poste de directeur financier de Patrick Grismer, qui occupait la même fonction pour la chaîne d'hôtels Hyatt. L'action Tesla, en hausse dans un premier temps suite à des informations positives sur son modèle 3, a fini la séance en baisse de 4,4%. Soutenue par les commentaires positifs d'un analyste, l'action General Electric a gagné 3,3%. General Motors (+ 0,4%) a annoncé que ses ventes en Chine ont reculé de 14,9% sur un an au troisième trimestre. Le groupe a vendu 835 934 véhicules dans l'Empire du Milieu cet été. Sur les neufs premiers mois de 2018, le constructeur américain et ses coentreprises ont écoulé quelques 2 680 330 unités, un chiffre en repli de 2,5% sur un an.

BOURSES AMERIQUE LATINE : Les principaux indices boursiers latino-américains ont, une fois de plus, terminé la séance en ordre dispersé. A Sao Paulo, les investisseurs ont salué les résultats du premier tour de l'élection présidentielle. Jair Bolsonaro est arrivé en tête avec une avance beaucoup plus importante que le prédisaient les derniers sondages. La sous-estimation des votes en sa faveur dans les sondages renforce l'espoir des investisseurs de voir le candidat d'extrême droite élu dans deux semaines, au détriment de Fernand Haddad, le candidat du Parti des Travailleurs. Il s'estime que si M. Bolsonaro est élu avec une marge confortable, il pourrait appliquer le programme économique piloté par son conseiller Paulo Guedes, un économiste formé à l'Université de Chicago. La privatisation d'Eletrobras, notamment, serait relancée et celle de Cemig pourrait être mise en route. Hier, l'action du premier groupe a bondi de 18,3% et celle du second de 17,8%. Petrobras a aussi enregistré une très forte hausse (+ 11,0%), ainsi

qu'Usiminas (+ 10,9%) La banque à capitaux publics, Banco do Brasil a aussi bondi de 9,7%. Malgré l'euphorie qui a porté la plupart des secteurs (utilities + 10,56%, énergie + 10,0% ou financières + 6,1%, notamment), les inquiétudes sur les perspectives de croissance mondiale – et plus particulièrement chinoise – ont pesé sur le secteur des ressources de base (- 0,2%), avec des baisses de 1,2% pour Gerdau, de 1,1% pour Bradespar ou de 0,8% pour Vale. Au total, l'indice Bovespa a bondi de 4,6%, plus forte hausse quotidienne depuis mi-mars 2016, qui l'a ramené au plus haut depuis le 16 mai dernier. Le Merval (+ 1,3%), au aussi terminé la séance en hausse, interrompant (provisoirement ?) sa séquence de baisse. L'IPSA a aussi gagné 1,3%, alors que l'IPC est resté quasiment stable, mais le Colcap a reculé de 0,7%.

BOURSES ASIATIQUES : L'orientation des marchés asiatiques est mitigée ce matin, mais les indices chinois semblent vouloir se stabiliser, après leur forte baisse de la veille. L'indice Nikkei, fermé hier, a reculé de 1,3%, et intègre l'incertitude et les craintes autour de la croissance chinoise et de la dégradation du marché obligataire américain. Le secteur technologique (- 2,1%), et plus particulièrement l'électronique, a été délaissée sur des craintes de tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. La hausse du yen face au dollar a aussi contribué à fragiliser l'indice boursier. Hitachi a chuté de 3,9% ou Tokyo Electron de 4,5%. Les valeurs financières baissent moins que l'indice (- 0,9%), notamment grâce à la poursuite de la remontée du taux à 10 ans japonais à 0,16%. Moins d'une heure avant la clôture du marché de Hong-Kong, le Hang Seng était en hausse de 0,1% malgré un recul de l'équipementier automobile Geely (- 4,4%) après l'annonce d'un chiffre d'affaires décevant en septembre. L'indice composite de la bourse de Shanghai progressait, au même moment de 0,1%, alors que la bourse de Shenzhen reculait de 0,3%. L'ASX 200 australien a fini en recul de 1,0%, seul le secteur des utilities terminant dans le vert, alors que la santé a chuté de 3,8% et le secteur technologique de 2,3%. La bourse sur coréenne est fermée ce matin.

CHANGES & OBLIGATAIRE : Sur le marché des changes, l'actualité autour de l'Italie et son projet de budget ont lourdement pesé sur la devise européenne, qui est tombé à son plus bas niveau depuis deux mois face au dollar, à 1,1460 \$, avant d'effacer une partie de ses pertes en fin de de séance américaine. La devise européenne s'échange, jute sous les 1,15 \$. L'euro a aussi reculé face au franc suisse et au yen. L'autre mouvement significatif sur le marché des changes a été le recul du yuan chinois, dont le cours officiel en clôture est revenu au plus bas depuis sept semaines à 6,9315 yuans pour un dollar. Le Dollar Index a gagné 0,1%, hier. Les positions à découvert à l'achat sur la devise américaine ont atteint la semaine dernière leur plus haut niveau depuis décembre 2016. Réagissant positivement aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle, le real brésilien s'est apprécié de près de 2% face au dollar américain et la bourse de Sao Paulo a bondi de 4,6%. En l'absence du marché des *Treasuries*, les investisseurs ont surtout regardé le marché obligataire européen qui a connu une journée agitée avec de fortes tensions sur les taux longs italiens : le 10 ans a progressé de 30 pb à 3,626%, un plus haut depuis février 2014, et le *spread* avec l'Allemagne a dépassé les 300 pb. Ce mouvement a été alimenté principalement par les commentaires offensifs de Matteo Salvini à l'encontre de la Commission Européenne.

PETROLE : Les cours du pétrole ont fini la séance américaine en baisse, mais bien au-dessus de leurs plus bas du jour. Les investisseurs sont inquiets sur les risques autour de la croissance chinoise, mais ils espèrent que l'assouplissement de la politique monétaire va soutenir l'activité dans le pays, et donc sa demande de pétrole. Les cours ont été aussi soutenus par des informations sur la baisse des stocks au terminal de Cushing, aux Etats-Unis, la semaine dernière. Enfin, les compagnies présentes dans le Golfe du Mexique ont mis à l'arrêt 19% de leurs capacités de production à l'approche de l'ouragan Michael. Ainsi, le WTI a terminé la séance américaine sur un recul de seulement 5 cents, à 74,29 \$ le baril, après un plus bas de séance à 73,07 \$. Le Brent est tombé jusqu'à 82,66 dollars avant de remonter à 83,91 dollars en fin de séance, limitant sa baisse à 25 cents. Au début de séance, le recul des cours s'est aussi justifié par des informations selon lesquelles l'administration Trump envisage des exceptions aux sanctions visant l'Iran pour les pays qui réduiraient leurs importations de brut iranien, exceptions qui pourraient limiter la baisse de l'offre globale.

News clefs

Le commissaire européen aux affaires économiques, Pierre Moscovici, a déclaré avoir eu un échange positif avec le président de la Chambre italienne des députés, ajoutant que le ton plus conciliant des autorités italiennes améliorerait le climat des discussions budgétaires entre Rome et Bruxelles. Le commissaire européen affirme que son interlocuteur lui a tenu un « appréciable discours pro-européen ». L'Italie ne cédera pas aux pressions des marchés et ne reviendra pas sur ses décisions budgétaires, a pourtant réaffirmé, hier, le vice-président du Conseil Matteo Salvini.

Les ministres de l'Environnement de l'Union Européenne, réunis aujourd'hui à Luxembourg, vont tenter de s'accorder sur les émissions de CO2 des voitures et utilitaires d'ici à 2030. L'Allemagne, premier producteur européen de véhicules à moteurs, veut s'en tenir à la proposition de la Commission Européenne visant à réduire de 30% les émissions de CO2 d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2021. Dix-sept pays, dont la France et les Pays-Bas, sont prêts à soutenir un objectif à 40%, comme l'a proposé le Parlement Européen la semaine dernière. L'Autriche - qui assure la présidence tournante de l'UE - a proposé un compromis à hauteur de 35%...

Focus économique

FMI : PREVISIONS ECONOMIQUES (OCT.)

Le FMI a mis à jour ses prévisions de croissance mondiale : le PIB mondial devrait progresser de 3,7% cette année et la suivante, contre 3,9% estimé au printemps. L'économie mondiale n'accélérerait pas par rapport à 2017, du fait de « nuages à l'horizon » : « La croissance s'est avérée moins équilibrée qu'on ne l'espérait. (...) Certains des risques de dégradation ont augmenté ou se sont matérialisés (...). Par ailleurs, dans plusieurs grands pays, la croissance est portée par des politiques qui semblent intenables à long terme. Il est donc urgent pour les dirigeants de passer à l'action ». La croissance américaine va fléchir avec la fin des mesures de relance et une hausse des taux d'intérêt. La prévision de croissance américaine a été révisée à la baisse pour 2019. La prévision de croissance chinoise a aussi été revue à la baisse. Les mesures du gouvernement vont modérer l'impact sur l'économie chinoise de la « guerre commerciale » avec les Etats-Unis, mais « au prix d'une prolongation des déséquilibres financiers internes ». Les révisions à la baisse touchent aussi la zone euro, le Royaume-Uni et la Corée. Les révisions à la baisse pour les économies émergentes et en développement sont plus marquées, à - 0,2 et - 0,4 point de pourcentage, respectivement, pour cette année et l'année prochaine. Tout retournement brutal de la conjoncture dans les économies émergentes constituerait une menace considérable pour les économies avancées, indique le FMI. Les craintes autour des échanges internationaux sont importantes (*Brexit*, tensions Chine/Etats-Unis...) et, en cas de crise, les pays sont mal armés : « Les mécanismes de coopération multilatérale sont en proie à des tensions, notamment en matière de commerce, et ils doivent être renforcés. Les pays disposent de moins de munitions budgétaires et monétaires que lorsque la crise financière mondiale a éclaté il y a 10 ans. Ils doivent donc reconstituer leurs amortisseurs budgétaires et accroître leur résilience par d'autres moyens, notamment en mettant à niveau leur réglementation financière et en adoptant des réformes structurelles qui dynamisent les entreprises et le marché du travail ».

Les prévisions de croissance du FMI

(Entre parenthèses les variations depuis les précédentes prévisions, en juillet)

	2017	2018	2019
Monde	3,7%	3,7% (-0,2)	3,7% (-0,2)
Etats-Unis	2,2%	2,9% (0,0)	2,5% (-0,2)
Zone euro	2,4%	2,0% (-0,2)	1,9% (0,0)
Allemagne	2,5%	1,9% (-0,3)	1,9% (-0,2)
France	2,3%	1,6% (-0,2)	1,6% (-0,1)
Italie	1,5%	1,2% (0,0)	1,0% (0,0)
Royaume-Uni	1,7%	1,4% (0,0)	1,5% (0,0)
Japon	1,7%	1,1% (+0,1)	0,9% (0,0)
Canada	3,0%	2,1% (0,0)	2,0% (0,0)
Chine	6,9%	6,6% (0,0)	6,2% (-0,2)
Inde	6,7%	7,3% (0,0)	7,4% (-0,1)
Brésil	1,0%	1,4% (-0,4)	2,4% (-0,1)
Russie	1,5%	1,7% (0,0)	1,8% (+0,3)

Recherche économique et Stratégie

Christian Parisot

Head of Global Research

☎ 01 53 89 53 74

✉ cparisot@aurel-bgc.com

Jean-Louis Mourier

Economic Research

☎ 01 53 89 54 46

✉ jlmourier@aurel-bgc.com

Ce document peut être considéré comme un avantage non-matériel mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.
Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2018, Tous droits réservés.